

FILIPACCHI

Roland Agret

La Voyoucratie au service de la démocratie

Les grandes affaires d'État

DU MÊME AUTEUR :

Mon combat est le vôtre, Grasset, 1977.

Coupable d'innocence, Ramsay, 1984.

Pendaressse, Fleuve noir, 1985.

Le Schbeb, Fleuve noir, 1986.

La Justice à deux doigts près, Carrère, 1986.

Et si vous saviez, Plon, 1987.

La Justice à marée basse, Austral, 1994.

Roland Agret

LA
VOYOUCRATIE
AU SERVICE
DE
LA DÉMOCRATIE
LES
GRANDES AFFAIRES
D'ÉTAT

filipacchi

DL -2 AVR. 97 12354

LES
GRANDES AFFAIRES
D'ÉTAT
LA DÉMOCRATIE
DE
AU SERVICE
VOYOUCRATIE
LA



© 1997 — ÉDITIONS FILIPACCHI — Société SONODIP
151, rue Anatole-France, 92598 Levallois-Perret Cedex

Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage est interdite
sans l'autorisation préalable de l'éditeur.

*A Marie-Jo,
au dernier carré des résistants.*

Première partie

Mode d'emploi, us et coutumes,
institutionnalisation

100-100-100

A. J. ...
...

...

Première partie :

Mode d'emploi, us et coutumes du gangstérisme institutionnalisé dans le monde

Première partie :

Atlas d'emploi et de contenu du personnel
institutionnelle dans le monde

La raison du pouvoir est toujours la meilleure puisqu'elle dispose de tous les moyens, légaux comme illégaux, pour justifier ses manipulations et ses crimes.

Qui attente à ses fondements, qui la démasque dans ses turpitudes, devient un élément dangereux à supprimer. D'une façon ou d'une autre.

Que ce pouvoir soit exercé au nom d'un dieu, d'un roi, d'un tyran ou de la République ne change rien au principe. Seules les méthodes varient, s'adaptent. Certaines sont violentes, d'autres, dites démocratiques, lubrifient les rouages en les « humanisant ». Un peu moins de chair à canon, beaucoup plus de chair à principe.

Dans sa réalité, la démocratie n'est qu'une guenille, un leurre grotesque, un placebo émasculant, un instrument de torture insidieux, un carcan séduisant, une tarte à la crème, un tripot infâme, une vanité littéraire, une promotion d'honnêteté pour gangsters assermentés, une voyoucratie qui avance dans les rangs de l'ordre établi.

Suis-je clair ?

L'homme malheureux veut croire aux miracles et plus on le rend malheureux, davantage il éprouve le besoin d'y croire. Il peut compter sur tous les politiciens bonimenteurs pour l'entretenir dans ses illusions et organiser ses malheurs.

D'un régime à un autre, les systèmes ont une constante : ceux qui se gavent et ceux qui grappillent ; ceux qui dirigent et ceux qui crèvent dans la masse des beaufs asservis ; ceux qui fabriquent et trafiquent les armes et ceux qui périssent par elles ; ceux qui déclarent les guerres et ceux qui montent au front.

De nos jours, l'arme absolue n'est plus une extrême violence déclarée. Démocratie oblige : une grimace d'éthique et un soupçon d'esthétique. L'informatique et les moyens de flicage moder-

nes sont autrement plus efficaces. Monsieur Glandu ne pète plus sans que Macintosh le mémorise. Et puis, l'armada de la répression peut convaincre, s'il le faut, le plus sceptique qui se lassera vite de se poser d'essentielles questions. D'abord la trouille, ensuite, le renoncement. En étant à plat ventre, on ne regarde pas ce qui se passe devant soi.

Pour le rebelle : exécution, au nom de la loi si possible, à coups de flingue s'il le faut.

Les mercenaires sont légion dans les proches alentours du pouvoir.

Je ne vais pas fouiller dans les poubelles de l'histoire, d'autres, bien d'autres l'ont fait et le referont. Certains éminents historiens, du moins reconnus comme tels, œuvreront encore à la dépouiller de ses réalités pour la travestir en fable, à dessein, en fonction du besoin.

La chair de l'histoire est une sorte de pâte à modeler tous les corps que l'on veut bien lui donner, mais elle reste, avant tout, l'ultime rempart des pouvoirs politiques.

De tout temps, la torture, les génocides, les crimes contre l'humanité ont existé et le peuple était déjà « le peuple », veule et soumis à son dictateur ou à son séducteur. L'un brutalise, l'autre sodomise.

De ce peuple écrasé, souillé, bafoué, émergent parfois quelques résistants authentiques qui se battent pour lui, en s'élevant contre les tyrans. Ils seront sacrifiés, au pilori, roués, pendus, fusillés, gazés, guillotins, torturés, assassinés, mais gommés dans leur propre histoire où un pâle souvenir estompe l'exemple qu'ils ont voulu donner, à en mourir.

Dans notre bonne société d'aujourd'hui, nous vivons une sorte de suicide collectif avec une léthargie déconcertante.

Nous voilà, à la botte des seigneurs et de la haute voyoucratie qui confisquent, qui pillent, qui vandalisent, qui exécutent sans provoquer de grandes ripostes légitimes.

Non ! monsieur Glandu continue à refile son bulletin dans l'urne lorsque la capitainerie des truands en chef sollicite sa voix.

Il ne s'agit pas de mémoire courte, mais d'une lâcheté incomparable, conjuguée au quotidien. Les affaires passent, repassent, éclaboussent la une de tous nos journaux. Les politiciens

règlent leurs comptes par les mains des truands, fidèles zélateurs des basses œuvres.

Des mises en examen, quelques mois de placard... c'est l'écran de fumée qui assure la branlette journalière de monsieur Glandu, parce que la vérité, dans ces affaires-là, est sûrement la plus épouvantable des fictions.

L'affaire Markovic, l'affaire des grâces médicales, l'affaire Boulin et bien d'autres, qui s'en souvient ? Elles sont pourtant récentes et honteuses. Il est vrai que l'écran a eu de bonnes raisons de déplacer ses projecteurs sur nos « vedettes du moment » : les pots de vin, les sacs de merde, les assassinats en série, les H.L.M. bon marché dans le XVI^e, les valoches de billets qui transitent des banques dans la poche de nos élus, les attentats...

S'ils pouvaient, ils diraient que c'est encore de la faute du peuple !

Dans toutes ces affaires, un constat s'impose : l'omniprésence de la voyoucratie. Un hasard ? Certainement pas.

La collusion entre la voyoucratie et les pouvoirs politiques est encore plus intime que ce que l'on peut croire. J'irai même jusqu'à dire que les voyous sont un réel pouvoir parallèle, un pouvoir associé, un pouvoir d'associés.

S'ils n'existaient pas, sûr, on les inventerait.

Certains théorisent, expliquent comment les opprimés doivent agir et réagir, mais leurs actes ne viennent jamais. Ils restent bloqués entre deux chiasse, au fond d'un fotal accroupi.

Louis Mandrin n'avait qu'une philosophie, celle de l'action et de l'urgence. Sa voix était si forte, si vraie, que les voyous du roi l'ont fait taire.

Honteusement.

Je pisse sur la mémoire du roi et de ses sinistres mercenaires.

Je réhabilite Louis Mandrin.

Pas un mode de société fondé sur l'écrasement d'une majorité au profit d'une minorité dirigeante n'a échappé à ses taille-bourses, ses coupe-jarrets, ses brigands de grands chemins, purs produits naturels des systèmes.

Marginalisés plus que marginaux, le vol et la rapine devenaient une réaction légitime, un ultime moyen de survie. Et le pas vers le crime était vite franchi, surtout pour des guenilleux qui n'avaient plus rien à perdre.

Certains d'entre eux étaient matés, d'autres enrôlés. En fait, c'était l'un ou l'autre, la seule alternative possible.

On peut être le complice du pouvoir, pas un concurrent.

Au-delà de son immense courage qui fit de lui une légende de son vivant, Mandrin a été un révélateur historique et exemplaire de la forfaiture, de la trahison, du crime, de la raison d'Etat.

Louis XV et sa horde de bandits ont été obligés de se découvrir dans la magouille, la lâcheté, le complot, le crime.

En fait, ce roi n'a rien inventé, l'histoire est jalonnée de mousquetaires enfoirés et de barbouzes tout aussi enfoirés. Il a seulement mis en évidence la méthode qui permettait déjà de mettre en place une voyoucratie aux ordres, prête à tous les coups, surtout les plus sales.

Ses fermiers généraux ? Des gens qui achetaient une charge pour affamer le peuple au nom du roi. Les magistrats ? De terribles malfaiteurs. Quant aux soldats lancés à la chasse de Louis Mandrin, ils se sont révélés n'être qu'un ramassis de canailles, aussi indignes et criminels que leurs nobles chefs.

C'étaient les balbutiements de la voyoucratie. Celle dont nous avons hérité dans sa forme la plus accomplie avec le S.A.C.¹ entre autres. Les formes ont changé en fonction de l'organisation, mais le fond est le même.

Aujourd'hui, certains truands occupent « des charges » équivalentes à celles des fermiers généraux. Quelquefois, des fonctions assimilables à celles de « vice-ministre ».

Alors que les fermiers généraux dépeçaient le peuple, que Louis XV taillait sa croupe avec sa favorite, la Pompadour, les premiers vents de la Révolution traversaient l'esprit populaire. On peut dire que le capitaine général des contrebandiers, Louis Mandrin, en a porté le premier flambeau.

Le peuple dépouillé assistait aux ripailles de ses bourreaux. Pendant qu'il crevait, le fermier général Dupin habitait à Paris, dans un hôtel somptueusement décoré par Le Sueur et Le Brun, et prenait des vacances dans le château de Chenonceaux qui était également sa propriété.

Grimod de la Reynière, à l'instar de toute une ribambelle de détrousseurs, avait fait construire une incroyable écurie avec des mangeoires en argent massif...

Il n'y a pas de qualificatif pour ces gens-là qui, au bout des pires extravagances, au-delà des pires excès, s'offraient le sang d'un nouveau-né. Michelet raconte que boire ce sang apportait une jouissance suprême et une jouvence miraculeuse. Des raptés étaient

1. Service d'action civique : truands aux dévotions du R.P.R., la plupart sortis de prison « pour la cause ». Le S.A.C. a été prétendument dissous après s'être fait remarquer dans plusieurs tueries.

organisés pour fournir quelques sordides officines qui en faisaient commerce.

Né en 1725, Mandrin, issu d'une famille de maquignons, le devint lui-même et fut berné par le commissaire aux vivres de l'armée et l'administration des fermes, au point d'être totalement ruiné, endetté.

L'armée lui avait commandé une centaine de mulets et des vivres qui ne lui furent jamais payés. Il rumina son désespoir — ce désespoir devint une terrible force, une inébranlable détermination, un détonateur.

Très vite, il fut à la tête d'une bande de trois cents contrebandiers. Elle mena, en France, six campagnes contre les fermiers généraux.

Stratège militaire hors pair, il tint en échec une armée lancée à ses trousses.

Pendant ses campagnes, il vendait diverses denrées de première nécessité et du tabac à bien meilleur prix que les cours du moment. Il concurrençait glorieusement l'Etat et trouvait un soutien dans le peuple qui avait l'impression d'être vengé de tant de misères, au travers de ses exploits. Il ridiculisait les fermiers généraux.

On lui prête des exactions, mais cela n'enlève rien à ce champion de la liberté, redoutable et généreux à la fois. Qu'il assassine le délateur, l'indigène qui a fait exécuter son frère, lâche au point de prendre sa fille en bouclier et qu'elle meure avec lui...

Dans la balance des horreurs de ces moments, cela ne pèse pas bien lourd, car si l'acte en soi est assez moche, il est légitimé. Qu'il ait fait le coup de feu et allongé quelques soldats du roi, je dirai qu'il ne s'agit que de justes représailles, méritées au centuple.

Qu'on le veuille ou non, Louis Mandrin était un pur résistant, un héros de juste rébellion. Sa cause était aussi celle du peuple. Les voyous étaient dans l'autre camp, celui de l'ordre et du droit, celui des oppresseurs desquels il serait bon de comptabiliser les actes de cruauté, de barbarie.

Les crimes de Mandrin seraient bien insignifiants pour supporter l'idée d'une comparaison. Pourtant, lui a payé au prix le plus fort : la mort par la torture, pour la gloire des scélérats.

Roué, place des Clercs à Valence, devant six mille sans voix, sans couilles qui assistèrent au supplice, sans mouvement de résistance, la crotte au cul et la larme à l'œil.

Et ça, pour que vivent les tortionnaires et que leurs abominations perdurent.

Pour en arriver là, un drôle de mécanisme s'était mis en route, au mépris de tout. Démasqués, ébranlés, les scélérats du roi devaient impérativement, pour leur survie, neutraliser ce réformateur virulent et audacieux qui se réfugiait en Savoie, relevant du royaume sarde.

Quelque cinq cents hommes sous les ordres du colonel La Morlière et du capitaine Diturbie de Larre violèrent la frontière. Ils investirent le château de Rochefort où se terrait Mandrin.

Sur leur route de retour, cette horde de pillards ont volé, incendié, pillé, égorgé... révélant ce que pouvait être l'honneur de ces régiments et de leurs chefs au service de l'Etat.

Ramené à Valence, le capitaine général des contrebandiers fut jugé à toute vitesse et exécuté encore plus rapidement. On redoutait les réactions du roi de Sardaigne. Il réclamerait dommages et restitution du prisonnier. Sa grâce serait imparable.

Les voyous du roi, drapés dans leur noblesse et leur particule atavique en bandoulière, bâtirent à la hâte un amoncellement de mensonges, même les plus éhontés. Y participèrent les ministres de la Guerre, des Affaires étrangères. Tous fourrés dans une sacrée merde et jusqu'au cou.

Et l'ordonnance de surseoir à l'exécution de Mandrin arriva... lorsqu'il avait déjà déjà exécuté.

La récapitulation des dates est parlante.

Le 13 mai, le capitaine général des contrebandiers arrivait à Valence sous forte escorte.

Le 23 mai, la commission de Valence lui faisait signifier sa condamnation. Cette commission se distingua comme étant un fléau, une association de salopards de la pire espèce, un tripot infâme à la solde des fermiers généraux qui l'avaient eux-mêmes inventée et soudoyée.

Ne parlons pas de procès, encore moins de justice, mais d'un lynchage prémédité.

Le 26 mai 1755, Mandrin était exécuté en urgence et c'est le 29 que la grâce intervenait.

Ce ramassis de pourris se jurèrent navrés.

Les graves incidents diplomatiques qui s'ensuivirent ne sont, finalement, que des anecdotes. La réalité est que ce genre de procédé est encore en vigueur de nos jours.

Il trouve ses arguments dans la voyoucratie contemporaine organisée et se justifie au gré des raisons du pouvoir.

Le 15 mai, le capitaine général des troupes françaises arriva à Saint-Domingue. Il fut reçu par le gouverneur de la colonie, le comte de Rochambeau, et par les autorités locales. Le 16 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 17 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 18 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 19 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 20 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 21 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 22 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 23 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 24 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 25 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 26 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 27 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 28 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 29 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 30 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 31 mai, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 1er juin, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 2er juin, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 3er juin, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 4er juin, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 5er juin, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 6er juin, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre. Le 7er juin, le capitaine général se rendit à la messe à la cathédrale de Saint-Pierre.

*L'un avait les pouvoirs du suffrage et de beaux discours, l'autre tenait un calibre à la main.
Ils étaient fait l'un pour l'autre.
Leurs épousailles de sang donnèrent le jour au plus sale enfant que la terre puisse porter...*

Le grand tournant de la voyoucratie contemporaine est incontestablement issu des années troubles, des années trente.

Le gangstérisme n'allait plus être improvisé, mais totalement organisé, sur un mode identique à celui de la Mafia.

Al Capone et son terrible gang régnaient sur Chicago et leur activité s'étendait dans le monde entier par le relais des puissantes familles mafieuses.

A cette époque, la France n'était que modérément vérolée par cette organisation du crime.

Ce qu'avait innové Capone, c'était d'allier la corruption à la terreur. Ces méthodes nouvelles lui permettaient d'acheter les juges avant qu'ils soient saisis de ses crimes. Ensuite, il pouvait faire cracher les mitraillettes et joncher les trottoirs des cadavres de ceux qui lui résistaient. Impunément.

Pour acheter les politiques, les magistrats, les hommes de pouvoir l'intéressant, Capone ne lésinait pas sur le prix dès l'instant où il décrochait le compromis.

Sa propagande aux adjectifs sanguinolents le consacre empereur du crime.

A Marseille, deux truands réputés se lient d'amitié grâce à leur admiration pour lui : Bonaventure Carbone et François Spirito.

Très remarquables dans le milieu du racket et de la prostitution, ils s'investissent seigneurs de la pègre, forts de leur nouvelle alliance.

Ils sont vite les parrains incontestés d'un tout-Marseille à leurs ordres, et encore plus vite, ils vont étendre leur action sur la France, soutenus par les réseaux de la Mafia.

Les élus marseillais seront à leur solde et une majorité de flics et de magistrats aussi.

Les années qui suivent sont encore plus propices à ce genre d'exactions. Si l'on porte bien haut le drapeau français, ceux qui le brandissent sont tout de même de drôles de gens.

La rafle du Vel d'Hiv n'a pas vu un soldat allemand, mais des bons gendarmes de chez nous, travestis, pour la plupart, en héros de la Résistance quelque temps après...

Les bons matons, dans les prisons, jetaient aux fers nos authentiques résistants et nos bons flics assuraient les encadrements des pelotons d'exécution.

Quant au corps de la magistrature... un seul magistrat a refusé de se vendre au gouvernement de Vichy. Un seul.

Bonjour la hardiesse, bravo les infamies.

Pour participer à l'implantation des Spirito-Carbone, une cascade de faits et d'événements dramatiques vont carrément éventrer Marseille.

En 1934, Alexandre III de Yougoslavie est assassiné en pleine Canebière. Le ministre des Affaires étrangères sera du même voyage. Un petit attentat en clôture de congrès.

Tout ce qui peut rester d'autorités dans les Bouches-du-Rhône sont figées dans une indescriptible panique. Ce qui fait les bonnes affaires de Spirito et Carbone, qui se muent, subitement, en dévoués militants pour soutenir ces élus.

Ces sales types inventaient déjà la barbouzerie, plein gaz !

Ils font une campagne remarquable. Le peuple cocufié chante de son balcon et se fait gaillardement enfler, une fois de plus.

Et ça roule fort et encore mieux en 1938.

Les Nouvelles Galeries sont incendiées sous les yeux du président Daladier, venu assister à une messe politique, juste en face, à l'hôtel de Noailles.

Certains ont voulu croire à une coïncidence, sûrement la même que celle qui a fait qu'une seule pompe à incendie soit en état de marche.

comme neige dans les services secrets du ministère de l'Intérieur, Simonné et bien sûr Frèche, l'exécutant.

C'est la petite brochette concoctée dans les coulisses d'un ministère qui assurera la représentation du « procès de Broglie ».

Une pantalonnade !

Et c'est en 1976 que Poniatowski clôt définitivement l'affaire par une conférence de presse aussi virile qu'indécente.

Jean de Broglie, c'est fini, point. C'est un ordre pour certains, un bon conseil pour d'autres.

Cinq ans après les faits, de Varga, Simonné et Frèche écopent de dix ans de prison, Tessedre de cinq ans.

Epilogue merdique, verdict en peau de chagrin, affaire de puissants bien colorés.

De Ribemont ? Gommé de l'histoire. Les vrais organisateurs ayant agi sur ordre d'Etat, Molero, Mérignac, Leyris, là où Lupérini prenait ses contrats, sont restés en toile de fond.

On a parlé d'eux, délicatement, la bouche en cœur et en cul de poule. Pas la moindre information, pas la moindre confrontation ne les ont touchés.

On a parlé du S.A.C., de ses inconditionnels soutiens à Ponia, des Lemarchand et consorts du S.D.E.C.E... pas plus fort qu'un pet de nonne.

On a oublié de révéler le contenu des dossiers fumants saisis chez de Broglie.

Mais suis-je bête, on l'avait assassiné pour ça !

Dame Justice est ainsi passée, au nom du peuple français. L'affaire des princes a fait bien d'autres princes très heureux, en particulier Ponia qui doit bander encore de son chef-d'œuvre.

Mais stop, arrêt, danger, secret des voyous d'Etat.

Décidément, il y a des cadavres bien encombrants ! Celui de De Broglie va resurgir une fois de plus à Marseille, au cours d'une discussion feutrée, au palais de justice, rue Fortia.

Lorsque, le 29 décembre 1976, le journal *Le Monde* titrait : « Sept personnes sont interrogées », outre de Varga et sa clique, il y avait le beau Jacques Mérignac, le barbouze de choc. Son pote Molero n'était pas loin non plus, faisant des brasses coulées entre un ministère et les services secrets.

Fin 1978, Mérignac émerge dans une affaire de fausses coupures, ce qui n'est pas un pur hasard. En fait de coupures, elles ne sont pas petites, dans les trois milliards de francs C.F.A. !

Héritage direct de Lupérini dont la mort a été vaguement discutée devant un tribunal correctionnel pour voleurs de poules.

Autour du personnage, bien ancrés dans la combine, des vedettes de la came et des tintins. Des ténors, des spécialistes en coups bas de l'Etat avec un Molero gros comme un camion et non plus sur fond brumeux, et un nommé Antoine Tafani, un du gratin, un coquet grassouillet, politicien respectable, un qui figurait sur les listes de Comiti contre Defferre, un respectable R.P.R. Chouette profil pour un faussaire.

Ces machins bien crades, ça se passe toujours en famille, et surtout au sein de la même famille.

Le Mérignac habite principalement en région parisienne, dans une belle demeure, d'une campagne ultrachicos, juste à côté de Bokassa, le bouffeur d'enfants qui refile en douce des diams à son cher cousin Valéry Giscard d'Estaing. Ils n'ont pas que des rapports de bon voisinage ! On peut s'imaginer la direction de ces francs C.F.A., leur destination, et pour le compte de qui on les fabrique.

Quant à l'affaire de Broglie, si l'on sait que le seul témoin susceptible de balancer Mérignac est mort d'un accident tout bête, le principal bénéficiaire peut en causer trois mots sans trop de risques.

Le beau Jacques est assis en face du juge Michel pour discuter faux pognon. Même cent comme lui ne peuvent plus briser la carapace du silence qui repose sur le secret de De Broglie. Le cow-boy de la rue Fortia peut écouter ce que tant d'autres savent et ont entendu :

— Oui, mes amis et moi, nous étions dans le coup pour de Broglie, nous avons des ordres...

Ce sera le dernier sursaut du cadavre de ce prince gaulliste, la dernière pelletée de terre jetée sur sa dépouille qui n'intéresse plus personne.

Pour ses amis de travée, à l'Assemblée, il fait au moins une fois l'unanimité : il est très bien là où il est !

*La raison de Glandu est toujours la moins bonne.
Nulle et non avenue, c'est la loi qui le dit ! On bouffe
à en pêter aux alentours ministériels.
On pète de ne rien bouffer en bas des escaliers.
Barbouzes et enculés participent aux agapes. C'est
ainsi qu'on dévore une démocratie, c'est la loi qui le
dit !*

Voilà ce que Glandu porte à bout de bras, d'impôts, de taxes et multiples ponctions qui le maintiennent sur la paille.

Voilà pourquoi Glandu transpire sang et eau, exténué par la lime, fatigué du cerveau.

Voilà pour qui Glandu monte au front, pour des guerres d'intérêts d'une caste, d'une seule, celle qui rafle toutes les mises.

Elle monopolise la parole, impose ses lois et ses violences.

Elle dispose d'une armada de collecteurs patentés pour exercer son gigantesque racket, ses huissiers prompts à saisir les pauvres gens, à les jeter dans la rue, mais combien conciliants avec les gros bonnets dont les incartades sont excusées, voire amnistiées. Ses percepteurs d'impôts, cousins germains des fermiers généraux, saignent à blanc le peuple pour engraisser le pouvoir, les caisses noires de ses partis et « son monde d'affaires ». Ses prévôts du Corps républicain de sécurité, ses flics, ses gendarmes, ses armées, ses canons, ses bombes atomiques, tout ça pour la gueule de tous les Glandu du monde, s'ils ne sont pas sages, s'ils ne rampent pas.

Ses palais de justice et ses bataillons de magistrats intouchables, pourfendeurs de la pauvreté, protecteurs des richesses, garants des privilèges et des crimes du puissant.

Ses prisons, où l'on enferme les rebelles dans des cubes de béton. Représentation matérielle du mal, de la « malhonnêteté », elle signifie à Glandu que pour être le « bien », il doit continuer à

gratter comme un gland dans son usine moyennant le S.M.I.C., à bouffer les faillots de la cantine, à tringler bobonne le samedi et à jouer aux boules le dimanche.

Ses médias qui véhiculent la parole des maîtres abêtissent, aconassissent la populace overdosée de contre-infos, de niaiseries, de morale d'épicier, de poison idéologique... autant de machines à décerveler, avec les partis, les syndicats et les religions.

Un régime totalitaire concentre ces deux systèmes. Il produit et installe ses propres voyous en sorte de « fonctionnaires de l'ombre ». Ainsi, il a le contrôle et la maîtrise de tous les monopoles.

En Russie, dès les premiers balbutiements démocratiques, c'est l'implosion de la misère et l'explosion de la Mafia rouge qui se manifeste aussitôt dans les couloirs du Kremlin.

Derrière le mur de Berlin écroulé, les hautes instances de la voyoucratie attendaient le moment de « voler au secours » de la nouvelle démocratie.

Glandu est cerné, écrasé, et ce n'est pas du tout évident qu'il réagisse. Quand bien même il le voudrait, les issues sont parfaitement gardées.

De Gaulle a pris le pouvoir pour le pouvoir. Sa clique a pris tout le reste pour organiser les combines de l'opulence.

Le système de la démocratie est imbriqué dans les mécanismes de la voyoucratie, des siamois reliés au même cordon ombilical.

Les obèses, jamais rassasiés de comptes occultes en Suisse, vivent des temps délicieux.

Glandu est étouffé, il rame. S'il en devient asthmatique, sûr, on lui offrira une cornemuse !

1

*La vérité indécente qui touche les enfants corrompus
du pouvoir n'est jamais prise en filature. Sa voix
n'est jamais torturée dans les bas-fonds de garde à
vue...*

*On ne lui extorque pas des aveux pour les jeter à la
barre des flagrants délits...*

Et la justice est muette de ses propres mensonges.

Le juge Michel a été un danger permanent pour les truands de haute volée, mais aussi pour les intrigues des plus hauts niveaux.

De façon instinctive, il flairait le crime. Il touchait les flancs vulnérables des carambouilles et magouilles au label de l'Etat. Les services secrets, les polices parallèles étaient inondés de leurs propres chiasses à l'idée que Michel posait un pied dedans. Dès lors, il ne gênait pas que les voyous ! Il gênait l'appareil d'Etat.

En devenant le justicier obstiné, sans le moindre compromis, il était le « mauvais magistrat », le dangereux, le celui qui ne suce pas, le celui qui ne se fait pas miser comme une majorité de ses sacrés collègues.

Les barbouzes et certains flics souhaitaient sa mort autant sinon plus que certains truands.

Georges Moréas, commissaire célèbre, alors patron de l'O.C.R.B., avait parfaitement mordu le topo. Il proposait l'arrestation immédiate des Lupérini et consort pour apporter de l'eau au moulin du juge. Personne n'a voulu marcher. Pas de feu vert « d'en haut ».

Je me rendais fréquemment au palais de justice de Marseille.

J'aimais beaucoup Rémi Varnery, un éducateur, pas éducastreur en listing administratif, juste inscrit aux Baumettes.

Il a beaucoup aidé le juge Michel à appréhender quelques problèmes qui écrasent les jeunes drogués.

J'appréciais aussi le substitut Bodot, un sacré bon mec. C'est pour ça qu'on l'avait coincé dans un cagibi, qui était en fait sa voie de garage. Qu'est-ce qu'il pouvait s'emmerder dans la poussière et les chats écrasés de l'administration !

Quelques jours avant sa mort, j'ai croisé le juge Michel. Ce n'était pas la première fois, mais ce qui l'était, c'est qu'il m'adressa la parole :

— Vous êtes bien Roland Agret ?

J'acquiesçai d'un signe de tête.

Il ajouta :

— Vous vous en êtes bien sorti, félicitations !

Et il me planta là, sans me serrer la paluche, sans un mot de plus.

Ça m'avait mis les boules.

Ce beau mec, bien balancé sur un bon mètre quatre-vingts, m'avait semblé se moquer de moi, prenant ma douloureuse bagarre en dérision. Putain ! Là d'où je sortais, je peux dire de la mort !

Excès de susceptibilité, peut-être. Je n'avais pas décoléré en arrivant au bar où se réunissaient souvent des avocats, place de la préfecture.

— Quel con, ce Michel, il est à flinguer avec le sourire, lançai-je à la cantonade...

J'ai regretté violemment ces propos en apprenant sa mort quelques jours plus tard. D'une part, j'ai été peiné même si je ne l'adorais pas, d'autre part, j'aurais pu être emmerdé par les paroles que j'avais tenues en public.

Ce qui m'amène à dire que le juge Michel recevait moult menaces des Baumettes, et qu'en vérité, celui qui agit ne menace jamais.

Lorsqu'il est abattu par des tueurs à moto, le 21 octobre 1981, dans la contre-allée du boulevard Michelet, alors qu'il se rend à son domicile sur sa petite Yamaha, c'est sûr, il a beaucoup d'ennemis, mais pas que des truands. Il en a chez les magistrats et chez les flics, et même dans l'Etat !

On arrête Giordana, le maquilleur de moto, Giarmaglio, le fournisseur, une brochette de proches.

On ne me fera pas croire que la vérité toute nue est apparue lorsque l'on a jugé « l'équipe qui a tué le juge » avec un certain

Girard comme commanditaire direct des Baumettes où il purgeait une lourde peine pour trafic de came.

La justice a « vengé son juge ». L'opinion est satisfaite, le béton armé de la chose jugée est posé. Tout le monde est content, surtout les hypocrites, pas moi.

Lorsqu'une affaire merdoie, comme beaucoup, à Marseille ou ailleurs, c'est avant tout parce qu'on le veut bien.

Les noms de Zampa, le Mat, le Belge, ont bien souvent servi de bouche-trous, de possibilités, d'écrans de fumée bien pratiques.

Ce qui ne pouvait pas être résolu allait forcément s'accrocher à l'un de ces noms, qui n'avaient pas usurpé leurs réputations de caïds.

Et pour boucler quelques affaires de façon glorieuse, une manne, un enfoiré d'envergure est tombé dans le panier de la justice.

Scapula, repenti de la *French Connection*, qui largue aux Ricains et aux Français pour acheter une clémence et des largesses, nouvelle identité à sa sortie, etc., et béni par les flics, bien sûr.

Alors, tenant son marché, il donne tout ce que l'on veut et même ce qu'on ne lui demande pas.

Francis le Belge dans le coup ? Oui, bien sûr, mais bien sûr, je me souviens...

Bref, tout ce qui peut être résolu ou trouver une explication le sera à la bave de Scapula, bipède répugnant croisé entre un collabo et une barbouze.

L'enterrement judiciaire du juge Michel à cette sauce-là... a certainement enterré autre chose.

Rue Fortia, le procureur Vilate n'appréciait pas des masses le juge Michel et, avec quelques autres magistrats, il s'ingéniait à lui casser les couilles.

L'autre flippait, n'avait pas le moral. Eux bandaient de le casser un peu plus. Sont comme ça les gens de robe ! Rien de plus que Glandu, sinon le fait de croire que leurs slips sont des chapelles ardentes.

Malhonnêtement, à plusieurs, de jour et de nuit, comme une association de malfaiteurs, ils ont mijoté le sale coup bas.

Quelques années auparavant, le juge Michel avait fait acheter un magnétophone pour ses écoutes téléphoniques. Et s'il s'en était servi pour lui ? S'il l'avait détourné à des fins personnelles ?

Ils ont fait un coucou monstre, sommant le juge Michel de rendre des comptes pour deux mille balles qu'il n'avait jamais détournés.

Cette boule puante lancée par le parquet embaumait à tous les étages.

Ça empêchait peut-être nos enrobés de justice de voir que dans les mêmes temps, des greffiers et d'autres magistrats mettaient à sac les greffes, détournant le fric saisi, les armes et les stéréos...

Pierre Michel était un drôle de mec, imprévisible, terriblement provocateur et d'une instabilité idéologique à toute épreuve.

Aux environs de ses dix-huit ans, à Metz, on le retrouve activiste O.A.S. Il connaît même la prison à cette occasion.

Bien plus tard, il est à l'U.S.M., syndicat de droite de magistrats, et après, il porte les couleurs du S.M., syndicat de gauche pendant qu'il clame avoir voté pour Tonton.

On le constate, c'est un fiable de la philosophie.

Coléreux, impulsif, il est sûr que ses méthodes sont les meilleures. Il ne se rend pas compte qu'il fonctionne au chantage et à la violence. Le mépris est toujours en paquet cadeau.

Il va embastiller un pauvre mec, très malade, soi-disant pour « lui donner une leçon de quelques jours ». L'autre va calancher dans sa cellule le lendemain.

Le juge sera atterré lorsque certains lui crieront : « Assassin ! » En fait, un certain fonctionnement humain lui échappait.

Déontologiquement, il ne grattait pas non plus. Ainsi, il était plutôt pour le « rapprochement de certains avocats » de son cabinet. Du moins, en ce qui concerne la belle Sophie Bottai, à laquelle il empruntait sa non moins belle Alfa-Roméo. C'est pas le truc très courant, mais c'était dans sa pratique.

Il était menacé, c'est sûr. Tout Marseille en parlait depuis des mois, mais il refusait toute protection policière et ne voulait pas porter une arme. Il devait penser pouvoir passer au travers des balles comme des gouttes de pluie.

Vers la fin, alors qu'il approchait du drame, il changeait ses horaires et ses itinéraires, mais pour se rendre d'un point à un autre, c'est plutôt limité dans la tactique. Quant aux horaires, à quelques minutes près...

Aussi tragique que dérisoire.

Le juge Pierre Michel avait mis les pieds sur de grosses affaires, de celles qui doivent rester des secrets entre mammouths du crime et Etat.

Après l'exécution de Roland Lupérini, il veut savoir qui était ce mec insolent protégé. Fortuitement, il tombe sur des écoutes téléphoniques où, le soir même, de la tuerie du « Bar du Téléphone », un « correspondant » demande au « petit » si « tout est bien réglé ».

Le juge Michel va poser un premier pied sur le cadavre de la barbouze Lupérini... et là, il touche au plus haut comme au plus bas.

Il gêne méchamment. D'autres sont morts pour moins que ça.

Bien sûr que les flics ne peuvent pas livrer Lupérini ni sa mémoire : ça impliquerait qu'ils se balancent eux-mêmes, qu'ils balancent les bonnes manières et l'organisation contre la fausse monnaie en hauteurs ministérielles parisiennes.

Les flics ne pouvaient pas envisager d'arrêter Lupérini non plus. Le risque qu'il largue tout était du cousu main, une certitude. Alors ?

Et ce juge Michel qui les emmerdait en secouant le cocotier !

Les voyous, ça s'achète, ça marchande, même avec les autorités.

Alors ? Je m'interroge seulement...

Au « Bar du Téléphone », là où le commissaire Biancardini soustrait une pièce à conviction, c'est encore pour éviter que « le petit » soit accusé et balance.

De haut en bas, plus personne n'a le choix, ça ne fait pas l'ombre d'un doute.

De la même façon, l'immorale de l'histoire voudrait que ce commissaire meure aussi, et vite si possible.

Ce sera chose faite, à quelques semaines près. Le commissaire Biancardini prend une balle en plein front par un « fada »... qui se retrouvera en asile psychiatrique sans être jugé.

Voyez-vous, c'est pas que je veuille chipoter, mais je trouve ça bizarrement opportun...

Dans la tuerie du « Bar du Téléphone », sur dix morts, au moins quatre sont des innocents, témoins gênants qu'il faut éliminer.

Dans le lot, en revanche, Touchard, Straboni, Quercia ne sont pas des épées, mais ont tout de même une place dans le milieu.

Un rescapé de la tuerie, qui avait dû écraser un bel étron de son pied droit le matin même, a vu le chef du commando des tueurs se diriger droit vers eux.

Ce témoin, nommé Nouar, était debout, juste à l'entrée. Dès qu'il voit les tueurs, il s'aplatit et rampe jusque dans les chiottes où il s'enferme. Coup de bol extraordinaire, les autres ne l'ont pas vu se planquer.

Donc, du côté de ces trois-là, on peut gratter une piste puisqu'ils sont touche-à-tout et que pour la fausse monnaie, il faut de l'envergure pour installer l'imprimerie, pas pour faire la petite distribution.

Toujours est-il que les flics vont avoir une autre piste, en béton.

Francho Fernandez, un gitan qui navigue plutôt bien, est un rescapé de la tuerie, mais se relève grièvement blessé. Que dit-il, que promet-il au juge Michel ?

— Si je me sens mourir, je parlerai...

Et il meurt. Officiellement sans avoir dit quoi que ce soit.

A moi de dire : et s'il avait parlé à un flic en faction ? Ce dernier en aurait fait un rapport à son supérieur.

Comme la Sûreté était sur le coup et menait les investigations, cela tombait directement dans les oreilles du commissaire Biancardini.

Et si les aveux de Francho avaient rejoint d'autres « pièces à conviction » hors de portée du juge ?

Parce que le Fernandez rencontrait un nommé Sadji, le sergent recruteur des Baumettes pour les candidats aux évasions médicales, l'homme à la valise pleine de faux billets, serré gare Saint-Charles. Cette valise aurait été entreposée en consigne au « Bar du Téléphone »... et Lupérini, l'expert en faux taffes, avait donné « l'homme à la valise » à ses amis poulets ! C'est sur ses indications qu'on l'a arrêté.

Dans le lot des complices des faux-monnayeurs, on retrouve un flic, un certain Simon qui joue la taupe chez les truands.

Et ça, personne ne le sait, surtout pas le juge !

Ce qui fait pas mal de lourds secrets à cacher !

Grâces médicales, faux billets, tuerie du « Bar du Téléphone », de Broglie... Mérignac, Sadji, Molero, Lupérini... truands-flics, flics-truands, politiciens...

De Paris à Marseille, tout se tient.

Tout ça est énorme, pourtant le juge Michel n'a jamais été informé. Il ne fallait pas qu'il le soit.

Face aux besoins de l'Etat, un juge, c'est quatre-vingts kilos de viande, rien de plus, à refroidir si encombrante. Et la viande de Michel, justement, encombrait.

Il avait mis le pied sur Lupérini. Il commençait à comprendre et à remonter la filière des affaires.

Ce con était capable de faire parler des morts comme Lupérini et de Broglie !

Et les grâces médicales, ce n'était pas du récent. Le coup avait déjà été joué. Les bonnes vérités n'étaient pas toutes bonnes à dire et encore moins à découvrir.

Avant Troisier, sous le giron de Giscard, une alerte sévère avait secoué le corps médical pénitentiaire à propos de transactions, de trafics d'influences, de grâces et de mort.

Le docteur Georges Fully est le grand mandarin de la prison hôpital de Fresnes, mais son avis est prépondérant sur tous les dossiers médicaux du monde carcéral.

Il est secondé par une cardiologue, Nelly Azerad.

En juin 1973, Fully réceptionne un colis piégé. Il en meurt sur le coup.

Impossible de confondre les assassins.

Comme Mémé Guérini est encore à l'infirmerie, on pense naturellement à lui, puisqu'il est malade et qu'il réclame une grâce médicale.

L'hypothèse avance que ce caïd déchu aurait versé une fortune pour une libération qui ne serait jamais venue et que ça lui aurait donné des envies de vengeance.

Ce qui est certain, c'est que le docteur Fully n'aurait jamais marché dans une telle combine.

Ce qui l'est beaucoup moins, ce sont les hypothèses gratuites émises en accusation contre Guérini.

Quand j'ai connu Mémé et mieux connu son frère Pascal, à la prison hôpital, à sa demande et avec l'autorisation du surveillant chef, je passais des heures dans sa cellule à rédiger ses courriers. Ça ne crée pas forcément l'amour, mais ça suscite des liens. Je peux me permettre de dire une chose : Mémé comme Pascal n'étaient plus que des ombres, des zombies apeurés. Je peux dire aussi que les fidèles étaient rarissimes et que je ne vois pas qui

aurait accepté une transaction des parrains déchus. C'était aussi chaud que dangereux.

Je crois plutôt que le docteur Fully a été visé par quelqu'un d'autre, pour une autre raison.

La preuve : malgré ce que peuvent raconter certains journalistes autorisés, sûrs d'eux, mais mal renseignés, Mémé Guérini avait un vrai dossier médical, de vrai malade, qui méritait une vraie grâce médicale... pour aller mourir chez lui, en Corse, ce qu'il a fait.

D'où est venue cette grâce et par qui ?

Par l'action du C.A.P. — Comité d'action des prisonniers —, de son président Serge Livrozet et de Jean Lapeyrie. Touchés par la dégradation physique et les souffrances de Mémé, ils avaient multiplié les démarches auprès de la chancellerie.

C'est ainsi que Mémé, par voie normale et pour raison humanitaire, a recouvré la liberté.

Mon ami Serge, le jour où Guérini a été libéré, a rencontré sa femme au « Fouquet's ». Elle lui a proposé de l'argent pour le remercier. Il a refusé.

Mais quel couillon ! Le C.A.P. avait besoin de pognon. Ben non... l'est comme ça, mon pote.

Voilà l'authentique version de la grâce médicale du patriarche du clan.

Dans les eaux troubles, toutes proches, qui jouxtaient le docteur Fully et sa mort mystérieuse, il y avait Nelly Azerad qui faisait partie d'un autre clan !

Celui de Guérini, montré du doigt, en cachait un autre, en pleine puissance...

De Varga, vous connaissez ? C'est bien le même que l'on retrouve dans l'affaire de Broglie !

Un hasard ? Non, Glandu ne croit plus.

La cardiologue protège aussi un truand. Frelin qu'il se nomme. Elle vit plus ou moins avec lui. Elle l'a connu alors qu'il était en prison. Nelly aime l'excentricité et le pognon. Elle est aussi calculatrice qu'attentive aux souhaits rémunérés de ses amis.

De Varga a des potes à la Santé, des gros poissons qui lui sont très utiles dans ses puzzles de la combine, mais on n'en saura pas plus sur les noms des susceptibles candidats à une « libération anticipée ».

La méthode du colis piégé pour assassiner le docteur Fully ressemble davantage à une vengeance de barbouze éconduite qu'à un règlement de comptes *made in* truands, fidèles au calibre et au guet-apens.

En tous les cas, Frelin, le truand amant, protégé et protecteur ne fera pas long feu dans la combine. Il va être vite exclu, assassiné.

Nelly Azerad sera suspendue de ses fonctions et incarcérée pour avoir détruit les traces de ses rendez-vous avec de Varga et entamé des « dossiers médicaux de complaisance ».

Quels heureux bénéficiaires ces dossiers visaient-ils ? On ne le saura jamais. Elle est libérée un an plus tard.

En 1981, elle repique fort au truc. Elle tente de faire exécuter de Varga au fusil à lunette pendant qu'il circule dans la prison de la Santé.

Le tueur est arrêté, c'est un nommé Gerling. Il parle de trafics ayant mal tourné entre la cardiologue, de Varga et « un autre ».

Le commissaire Aimé Blanc, alors à l'O.C.R.B., a rédigé un rapport qui relate cette affaire dans le détail et il y en a un qui n'est pas piqué des vers : l'avocat parisien Lemarchand, un des petits pères du S.A.C., député gaulliste, recruteur de barbouzes, est pris en flagrant délit, par écoute téléphonique, de négociations des grâces pour des voyous bien gras, portés pâles à l'hosto. Ces écoutes clouent également deux hauts magistrats. Horreur !

La justice, au plus haut niveau, va encore écraser le sale coup.

Une bite au cul de plus « au peuple français » et un bâillon supplémentaire à l'affaire de Broglie.

Que dire de plus, sinon hurler mon désespoir ? Que dire de plus, sinon tout ce que je t'ai déjà dit, que tu ignores par lâcheté plus que par inconscience ?

La richesse n'est respectable que dans la mesure où elle te fait bouffer.

Les réponses ne m'appartiennent pas.

Il s'agit de ta justice, de tes pouvoirs, parce que c'est toi qui votes.

Personnellement, j'ai hurlé, ma voix s'est exténuée sur de bien tristes abattoirs. Je suis prêt à un acte collectif parce que je suis devenu responsable de moi-même. Mais combien de gens sont capables de se reconnaître au travers des autres ? Combien de

Mandrin et de Michel, portant finalement une autre cause qui pourrait bien être la nôtre, crèveront pour elle ?

Les morales dorlotent les chiens soumis. C'est facile de pioncer et de ronger son os, à l'ombre de la servilité. Bonne nuit, les petits ! Je fais semblant de dormir, mais je garde mes valises à la main. Je décrotte mes galoches, j'ai marché dans trop de merde. J'aurai, au moins, partagé ça avec toi !

Tu ne penses pas qu'il y a de quoi se révolter, entrer en résistance, en insoumission, face à un Etat, à ses institutions qui broient les voleurs de troncs d'église et blanchissent les pires enfoirés, les ceux qui les dirigent et profitent de tous les crimes ?

Chaque jour, et ceci n'est pas un chiffre exact, mais un seul exemple, si un milliard voit le jour dans notre économie, au moins deux sont l'objet de transactions occultes, malhonnêtes, partagés en dividendes dans le « monde des affaires », des trafics, de la corruption, échappant à toute règle, protégés principalement en Suisse.

Et toi, tu crèves comme un con avec ton S.M.I.C., si t'es pas R.M.Iste, chômedu fin de droits !

J'ai seulement participé au rétablissement de la « réalité démocratique », ce qu'il en est, ce qu'il en reste.

A présent, va être ce juré qui joue à la justice, à cette justice si bien protégée dans ses propres secrets !

Secret de l'instruction.

Secret du délibéré

Chose jugée inattaquable.

Interdiction de critiquer un jugement.

Silence, on tue !

La démonstration est là, non pas issue d'élucubrations, mais de faits, de tristes réalités.

Aussi vrai qu'un Chirac, ou un autre, est capable de nous vaseliner ses bons vœux pendant que de pauvres hères crèvent de froid et de faim.

Aussi vrai que ces pillards qui nous expliquent qu'on peut bien vivre avec cinq mille balles se réservent les moyens de dépenser en une minute ce qu'un Glandu ne pourra jamais dépenser de toute une vie de labeur.

Aussi vrai que nos flics, nos justiciers, même s'ils s'en défendent, ne sont qu'une garde rapprochée de ce drôle de système qui, dans sa vérité, est exactement le contraire de ce qu'il s'affirme être.

Ces quelques affaires données en exemples, car elles sont beaucoup plus nombreuses, sont toutes liées par les mêmes points communs : grandes protections et énormes profits.

Quant aux acteurs : les mêmes, ou issus de la même mafia des puissants.

Les pauvres n'ont aucune chance de s'en sortir. On leur apprend encore à aimer de Gaulle, à respecter tout ce qui peut émaner de lui. On leur oblige le respect de « l'ordre établi ».

Il y a longtemps que la grande avenue des compagnons de la Libération s'est transformée en dédales de ruelles, en coupe-gorge.

Vaste programme révolutionnaire.

L'indigence morale et matérielle dans laquelle la pensée populaire est maintenue au forceps de la séduction et de la terreur alternées ne facilitera pas les prises de conscience.

C'est pas du tout cuit, n'est-ce pas monsieur Glandu ?

Un bon vieux dicton populaire dit que « l'espoir fait vivre ». Mon cul, oui ! Dans certains cas de figures, il fait plutôt crever.

J'ai appris à ne plus être ce mec qui, en train de se noyer, réclame un verre d'eau.

Avec du recul, pas mal de cicatrices et de la sérénité, j'ai voulu donner un sens utile à ma vie. Je resterai debout, je ne ramperai jamais pour survivre.

Je suis dans le dernier carré des résistants. Il me faut avancer contre vents et marées, contre ces cerveaux larvés qui n'ont, pour preuve de bravoure, que leurs actes routiniers empreints de lâcheté, qui condamnent les innocents parce que ce sont les coupables qui gouvernent.

Il me faut avancer contre l'inertie sociale, contre ces objets maniérés à force de loi, contre cette rue idiote qui quémante son droit d'exister comme un droit de baise au bordel, qui paie ses impôts entre deux métros et une survie en usine, qui va jouer à la justice quand elle sera juré, qui va faire des petits pour les envoyer crever dans le Golfe ou ailleurs, mais toujours pour défendre les intérêts des gouvernants.

LA VOYOUCRATIE

Je milite pour la vie.
Je suis un amoureux de l'homme, même s'il me désespère.
J'aime la vérité par-dessus tout, même si je ne la dis pas toujours.
J'exècre les salauds, même si je le suis parfois.

Je trouve *la Marseillaise* aussi dégueulasse que Le Pen et je plains, de toute mon âme, tous les Glandu qui se délectent des niaiseries télévisées pour mieux ignorer, consciemment ou inconsciemment, qu'aujourd'hui, les gangsters et l'Etat mènent un même combat.

« A Sassoun », le 3 janvier 1997,
à la table d'Agot et des miens.



REMERCIEMENTS

Je remercie

J.A.R.M. et tous les siens,

Guy Benamou, de *Libé*, pour sa doc,

Mon ami André Rougeot, du *Canard*, pour ses infos,

Jeannette, pour sa bibliothèque ouverte que j'ai vandalisée,

Brigitte et Gilbert, ma mémoire marseillaise,

Emérence et Franck, mes amis d'hier et surtout d'aujourd'hui,

Georges, parce qu'il a su exister.

Le 15 Mars 1870
Monsieur le Ministre
J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint
un exemplaire de la brochure
intitulée "Le Canal de Suez"

et de vous prier de vouloir bien
en faire part à Messieurs les
Ministres des Affaires Étrangères
et de la Marine, ainsi qu'à
Messieurs les Gouverneurs
des Colonies, et de leur adresser
un exemplaire de la même brochure.

Je suis, Monsieur le Ministre,
avec toute ma haute estime,
Ouvrier de la Suez, pour sa part
Mon sieur André Rougier, du Canal, pour sa part
Le Directeur, pour sa part
Monsieur de Suez, pour sa part

